



ISRAËL/PALESTINE

Faire vivre l'espoir

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Amazonie
Ensemble pour
l'avenir du monde

EN ACTION(S) P.08

Emploi
Allier envies
et compétences

RENCONTRE P.12

Davit et Karlen
Les frères
karatékas



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



RENDEZ-VOUS

LE 18 JUIN À VERSAILLES

Go Caritas Team !

« Go sport running tour » : c'est le nom de l'épreuve à laquelle va participer, dans le parc du château de Versailles, une équipe Caritas Team réunissant des dizaines de coureurs du Secours Catholique, donateurs, personnes accompagnées... Les uns courent les huit kilomètres du parcours « Princesse », les autres tenteront les 15 kilomètres de la course « Royale ». Une journée de rencontres ouverte à tous conclue par la visite du château. Venez les soutenir !

Plus d'information : frederic.felicien@secours-catholique.org



messages@secours-catholique.org



[facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)



twitter.com/caritasFrance



Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS



messages

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :
106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 476 356 exemplaires • **Dépôt légal** : n°322408 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs du Rhône et des Yvelines ainsi qu'une lettre/bon de solidarité, un bon porte adresse, une enveloppe retour, une lettre et un porte adresse. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



VOTRE COURRIER JEAN-RÉGIS

L'importance du "contrôle"

Dans votre dossier "préjugés" de mars vous semblez déplorer l'extension des contrôles sur l'attribution des diverses allocations, surtout en matière d'allocations chômage et de revenu de solidarité active (RSA), compte tenu de la faiblesse de la fraude sociale. Je pense, au contraire, que des contrôles renforcés légitimeront l'attribution des allocations à ceux qui en ont besoin et qui répondent aux critères demandés. Dans le Bas-Rhin, une opération de contrôles généralisés sur les bénéficiaires du RSA a été entreprise par le conseil départemental. Une action bénéfique à la fois pour le financeur, la population et les bénéficiaires ainsi confortés dans leurs droits. Il faut comprendre les gens modestes, dont les impôts locaux sont souvent lourds : ils ont le droit de mal supporter les personnes profitant indûment du système, car cela rejaille négativement sur ceux qui en bénéficient légitimement. ■



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

LA RÉPONSE DE

BENJAMIN SÈZE, JOURNALISTE À MESSAGES

Des contrôles sont évidemment indispensables. Et plus ils seront de qualité, plus ce sera bénéfique pour ceux qui ne fraudent pas. C'est la démagogie qui entoure le renforcement de ces contrôles qui pose problème. Laisser croire à l'opinion que la fraude est une pratique majoritaire alors que c'est un phénomène très réduit conduit à rendre suspects ceux qui ne fraudent pas au lieu de les laver de tout soupçon. Je ne connais pas la situation dans le Bas-Rhin. Le problème que pose le choix fait dans l'Ain, par exemple, est la disproportion des moyens employés.

Pourquoi mobiliser six agents, soit 200 000 euros de salaires, sur la fraude au revenu de solidarité active (RSA) alors que les contrôles ont déjà été renforcés ? Cela alors que pour la Caisse d'allocations familiales elle-même ce n'est pas nécessaire, car la fraude dans le département représente moins de 1 % des dépenses et moins de 1 % des allocataires. N'est-ce pas des dizaines de milliers d'euros qui auraient pu être alloués au combat contre le chômage et l'exclusion, sans pour autant porter préjudice à la lutte contre la fraude au RSA ? Dans cet article, j'ai voulu insister sur le risque d'instrumentalisation de ce sujet à des fins politiques, aux niveaux local ou national. ■

LA QUESTION DU MOIS

Comment sortir de la pauvreté ?

Trop nombreux, trop compliqués, coûteux, inefficaces... : pour certains observateurs les minima sociaux cumulent les défauts. Et, selon la Cour des comptes, le Revenu de solidarité active (RSA), l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), entre autres, ne « sortent pas les allocataires de la pauvreté ». Le RSA, par exemple, « permet à peine de survivre », d'après un de ses bénéficiaires. Alors, de votre point de vue, comment s'en « sortir » ? Doit-on augmenter ces minima ou accroître l'accompagnement des bénéficiaires ?

➔ RÉAGISSEZ

Le pari de la paix



E. PERRIOT / S.C.C.F.

Faisons le pari de la paix ! C'est un cri, un cri en forme d'appel que je voudrais lancer aujourd'hui en ouverture de ce numéro de *Messages*. D'aucuns le trouveront utopique, voire, pour reprendre une terminologie à la mode, trop "bisounours" face à la réalité des conflits qui secouent quotidiennement les territoires qui ont vu naître et grandir les trois grandes religions de notre planète.

C'est pourtant un appel profondément chrétien et que nous, en tant que Secours Catholique-Caritas France, nous devons perpétuer, soutenir, et clamer haut et fort. Notre foi en la

Résurrection, notre capacité à voir la vie au-delà du rideau sombre de la désolation et de la mort, nous permet de croire qu'au sein de ces populations déchirées par les combats depuis bientôt soixante-dix ans, la construction de la paix peut encore advenir. Et doit advenir. Nous avons même – nous – le devoir de nous consacrer corps et âme à cette construction.

Face à l'impuissance des politiques de tous camps minés par les extrêmes, l'espérance du Secours Catholique se fonde sur les populations. Nous avons la conviction

profonde que la paix se construit d'abord avec les citoyens et chaque individu pour qu'elle puisse émerger de la société elle-même. Nos partenaires en Israël et Palestine se mobilisent ainsi pour "pacifier" les deux sociétés et faciliter l'intégration de tous des deux côtés du mur. Avec un objectif partagé de part et d'autre : garder et faire grandir l'espoir comme condition vitale.

En Israël, nos partenaires permettent des rencontres entre Juifs, Arabes, migrants et populations locales ; en Palestine, ils accompagnent le développement économique et social de ces territoires. Permettre aux femmes de trouver leur place dans cette construction et offrir aux jeunes des perspectives fait partie, pour eux, des clés de l'essor de la société palestinienne et de son ancrage dans la paix.

L'École du cirque palestinienne de Ramallah – dont vous allez découvrir le reportage – témoigne de la formidable énergie de la jeunesse locale. En redonnant confiance et fierté aux jeunes des camps de réfugiés, l'école (la mère de toutes les vertus) leur transmet la foi en l'avenir. Une initiative au cœur de la solution pour la paix car, comme le dit Jessika, la directrice de l'école : « *Offrez aux jeunes les mêmes moyens et les mêmes espaces qu'à nos jeunes en Europe, et ils vont tous aller dans la même direction : vers la vie !* »

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

GUYANE
Un ras-le-bol général 04

INTERNATIONAL

AMAZONIE
Ensemble pour l'avenir du monde 05

EN ACTION(S)

BURUNDI
De la méfiance à la confiance 07

EMPLOI
Écouter les envies, valoriser
les compétences 08

CONVIVIALITÉ
La bonne humeur de Châtillons 10

RENCONTRE

DAVIT ET KARLEN
Les frères karatékas 12

DÉCRYPTAGE

ISRAËL/PALESTINE
Faire vivre l'espoir 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Il faut du temps pour
être transformé » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

MICHEL FAUQUET
Partager sa passion 23

Photos de couverture :

Elodie Perriot et Gaël Kerbaol / Secours Catholique-Caritas France

GUYANE

Un ras-le-bol général

Du 20 mars au 21 avril 2017, un mouvement social sans précédent a secoué la Guyane. Les habitants de ce département d'outre-mer se sentent abandonnés par la métropole. La situation est alarmante. L'analyse du Secours Catholique.



N. QUENDEZ

« Vos fusées décollent mais notre Guyane reste au sol » : voici ce que scandaient les manifestants fin mars sur la base spatiale de Kourou. « De fait », analyse Jean Coursimault, délégué interrégional d'outre-mer du Secours Catholique, « la Guyane est oubliée par la métropole. Quel paradoxe, ces moyens gigantesques investis dans Ariane et les taux inquiétants de précarité dans ce département ! »

L'accès aux services de base est en effet défectueux : l'offre de soins est en dessous des besoins ; l'État, proprié-

Près de 60 % des Guyanais ont moins de 30 ans.

taire de 90 % des terres en Guyane, tarde à vendre ses terrains pour libérer le foncier ; les réseaux énergétique et numérique sont faibles ; 15 à 20 % de la population ne bénéficie pas de structures élémentaires (eau potable, électricité, téléphone)*. Soumis à un tiraillement identitaire, les Amérindiens, éloignés de tout, sont plus particulièrement touchés par la déscolarisation et le désœuvrement. « La population est désespérée, sans perspectives d'emploi notamment, et cela nourrit un sentiment de lassitude et d'amertume, et pousse les jeunes à la délinquance », estime Maryse Gauthier, présidente du Secours Catholique. La Guyane est en effet le département de France le plus touché par les meurtres, avec 42 homicides en 2016. C'est d'ailleurs ce ras-le-bol de la violence qui a mis le feu aux poudres en mars dernier.

En cause : l'insuffisance des moyens pour la sécurité et un phénomène migratoire mal contrôlé. « Nos infrastructures ne répondent plus ! » reconnaît Éliane Ruster, déléguée. « Officiellement, la population est de 250 000 habitants, mais avec les personnes en situation irrégulière on avoisine les 400 000. » Face à cette réalité, « c'est un tout qui a explosé », conclut-elle.

CÉCILE LECLERC-LAURENT

* Rapport du Défenseur des droits de mars 2017.

LE CHIFFRE DU MOIS

47,9 %

C'est le pourcentage de jeunes guyanais, soit presque un sur deux, qui étaient en situation d'illettrisme en 2014 dans le territoire, selon le ministère des Outre-Mer, contre 7,9 % en métropole. L'échec scolaire est également préoccupant : 39 % de jeunes ont achevé leur scolarité sans obtenir aucun diplôme.

DÉSILLUSION

Par rapport à l'Hexagone, on nous donne trop peu de moyens : il n'y a qu'à voir l'état dégradé de nos routes... Et puis, il n'y a pas de perspectives pour nous, les jeunes. Moi qui veux faire des études d'ingénieur, je vais devoir partir en métropole pour me former, et je suis quasi certain de ne pas trouver de poste, après, en Guyane. Nous n'apprenons plus nos cultures, nos contes, nos musiques... Nous perdons nos traditions et notre histoire.

Antony Corandi-Chéleux, 17 ans, Young Caritas

AGIR

Auprès des plus fragiles

En vue de désenclaver des populations autochtones isolées, le Secours Catholique accompagne des projets de développement local, comme celui de tourisme solidaire de la tribu amérindienne Aloiké, ou encore celui de mise en commun d'un moulin à manioc à Grand Santi. En partenariat avec les Apprentis d'Auteuil, la délégation de Guyane est membre de l'association Agape pour faciliter l'intégration dans le système éducatif des jeunes venant des communes éloignées.

Elle met notamment à leur disposition une "maison ressource" à Cayenne. Par ailleurs, les équipes locales du Secours Catholique accompagnent au quotidien des personnes en situation irrégulière et leur proposent des cours de français.

↑ En hausse

47 %

de la population active guyanaise était sans emploi tout en souhaitant travailler en 2014, soit 38 341 personnes selon la dernière enquête emploi de l'Insee. Officiellement, le taux de chômage n'était cependant "que" de 22,3 %, car une grande partie des Guyanais sans emploi ne font pas les recherches nécessaires pour être comptabilisés comme chômeurs. À noter que les jeunes de moins de 25 ans et les femmes sont beaucoup plus touchés, avec des taux de chômage officiels respectifs de 40 % et de 28,5 %.

AMAZONIE

Ensemble pour l'avenir du monde

Au Pérou, du 28 avril au 1^{er} mai, le Forum social panamazonien a rassemblé des organisations régionales et internationales de la société civile. Pour le Secours Catholique, le développement des populations autochtones et l'écologie qu'elles pratiquent sont un enjeu majeur pour la planète.



Le Forum social panamazonien (Fospa) a réuni en avril au Pérou des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des communautés traditionnelles des neuf pays du bassin amazonien (Guyane française comprise) dans le but de mobiliser, débattre et proposer des solutions aux difficultés qu'ils rencontrent. Cette 8^e édition du Fospa met l'accent sur trois thèmes majeurs : le territoire,

Nous soutenons la société civile amazonienne qui commence à se structurer.

la préservation de l'environnement et le dialogue interculturel, des sujets universels auxquels le Secours Catholique a tenu à faire participer quelques-uns de ses partenaires africains et asiatiques.

« Nous soutenons la société civile amazonienne qui commence à se structurer et dont le sentiment d'appartenance à ce bassin de vie est de plus en plus présent », explique Joël Da Costa, chargé de projets Amérique latine et Caraïbes au Secours Catholique.

« Nos partenaires amazoniens sont reconnus dans leurs pays respectifs pour leur volonté d'influencer les politiques publiques, ajoute Joël Da Costa. Le Fospa offre l'opportunité aux autres partenaires du Secours Catholique de voir comment raisonnent et agissent les organisations civiles de cette région du monde, d'en saisir toute la richesse et de faire naître quelques vocations. » Avec en point de mire ce qui anime les actions du Secours Catholique en France comme à l'international : « Mettre au cœur de l'action ceux qui en ont le plus besoin ».

JACQUES DUFFAUT

ASIE

Combats communs



D.R.

Directrice d'une ONG vietnamienne de développement de communautés paysannes, Kien Dang participait au Forum social panamazonien.

Parmi les thèmes abordés au Fospa, lequel vous intéresse le plus ?

Le changement climatique, car c'est un véritable défi pour tous, et surtout pour les paysans. Au Vietnam, nous en voyons les conséquences depuis trois ans. Les températures estivales sont de plus en plus élevées avec des sécheresses à répétition qui mettent à mal la sécurité alimentaire du pays.

Comme en Amazonie, le Vietnam souffre de déforestation ?

La déforestation a suscité un large débat au Vietnam. Une loi interdit la coupe de bois mais elle n'est pas respectée. Les communautés paysannes sont les protecteurs naturels des forêts, nous voulons que leur rôle et leurs droits soient reconnus. Nous voulons généraliser l'agroécologie, interdire les herbicides chimiques. Mais nos revendications ne sont pas entendues. Nous sommes petits mais nous voulons faire entendre les stratégies locales qui marchent. Il est intéressant de voir comment bénéficier de l'expérience des communautés amazoniennes.

Recueilli par J.D.

ALERTE

Famine en Afrique : sauver femmes, enfants...

À l'instar du Soudan du Sud où près de 5 millions de personnes souffrent de la faim, des millions d'Éthiopiens, de Nigériens, de Malgaches... s'efforcent désespérément de survivre. La famine gagne du terrain. Le Secours Catholique-Caritas France sonne l'alarme et se mobilise pour sauver des femmes, des enfants, des vieillards..., qui ploient souvent sous la pression conjuguée de la sécheresse, des tensions ethniques et des conflits armés.

Faites un don sur urlz.fr/5dnx.

Accueil bébé en Avignon

L'accueil bébé d'Avignon a ouvert à l'automne 2016 dans le quartier populaire de Champfleury. C'est un lieu convivial où familles et mamans en difficulté avec enfants en bas âges peuvent se poser, se rencontrer, discuter, échanger des conseils. Et également, *via* une épicerie solidaire, se procurer des couches et autres produits à des prix adaptés. Tout le défi, explique Anne Amiens, responsable de l'équipe de bénévoles, « a été de faire en sorte que les mamans ne viennent pas uniquement faire leurs courses à l'épicerie, mais qu'elles aient envie de s'attarder. Aujourd'hui le pari est réussi. »

B.S.



X. SCHWIBEL / SC-CF.

PAROLE DE **DANIÈLE CLAIRE**, RESPONSABLE D'ÉQUIPE, HAUTES-ALPES

En équipe, nous avons mûri l'idée d'organiser des marches dans la montagne avec tous : ceux que nous rencontrons dans notre accueil les jours de marché, ceux qui vivent éloignés dans des hameaux et que nous visitons, ceux que nous ne connaissons pas et qui sont isolés. Nous voulons rassembler en un grand élan de fraternité les générations, les personnes valides et moins valides, les habitués de l'accueil, mais aussi les nouveaux arrivants... Nous nous sommes inspirés de ce qui se pratique déjà au sein d'autres équipes de la région. Afin que chacun réalise qu'il a sa place au sein de ce "rassemblement" de fraternité, nous avons distribué autour de nous des invitations à nous rejoindre. Quant aux parcours à entreprendre, la montagne ne nous laisse pas avarés d'idées.

La première excursion a eu lieu fin avril. Certains ont préféré rester au chaud, mais nous étions une douzaine à braver le froid, voire la neige, en fin de journée. Les cinq heures de marche tranquille ont

permis à tous de faire connaissance et d'apprécier ensemble la faune et la flore. Les six personnes exilées venues de Nice, qui découvraient la montagne et la neige pour la première fois, débordaient d'enthousiasme. Le rythme des plus lents a été respecté. Nous sommes montés jusqu'au plateau de la Gordolasque. Le pique-nique prévu sur le plateau



Nous voulons rassembler les générations, personnes valides et moins valides, habitués et nouveaux arrivants...



ne s'est pas éternisé. Mais quand, au retour, nous avons repris place dans les voitures, nous étions heureux de cette expérience et prêts à la renouveler le mois suivant. La date est déjà fixée au 30 mai prochain pour découvrir la vallée de Boréon.

Propos recueillis par Marie-Hélène Content



alpesmaritimes.
secours-catholique.
org

INITIATIVE

"Allô coup de main"

Depuis trois ans, dans le territoire rural du Civraisien (Vienne), les personnes en difficulté financière ou isolées peuvent compter sur le Secours Catholique pour les conduire chez le médecin, faire leurs courses, se rendre à Pôle emploi ou autres administrations. 25 chauffeurs bénévoles transportent chaque mois une vingtaine de personnes, moyennant une somme de 4 euros. De nombreux habitants sont en effet bloqués chez eux, par manque de moyens de transports. « *Allô coup de main* permet aussi de rompre l'isolement. », observe Damien Delpuch, animateur. Les bénévoles en profitent d'ailleurs pour accompagner les personnes qui le souhaitent dans leurs démarches administratives ou médicales. **C.L.-L.**

Pour réserver "Allô coup de main" : 06 08 87 89 44.

VU SUR PLACE AU BURUNDI

De la méfiance à la confiance

« **L**a mauvaise graine ethnique semée par le président Pierre Nkurunziza va-t-elle pousser partout au Burundi ? » s'inquiétait fin mai 2015 Juliette Durand-Delga, du Secours Catholique-Caritas France. De fait, le chef de l'État, décidé à briguer un troisième mandat en violation de la Constitution, tenait des propos aux relents ethniques dangereux dans un pays – composé à 85 % de Hutus et 15 % de Tutsis – traumatisé par le souvenir des 300 000 personnes massacrées lors des événements de 1993 et de 2005.

Le père Thaddée Nyabuhoro, responsable de Caritas Ruyigi, à l'est, se veut, lui, plutôt rassurant. Aucune tension particulière n'est à déplorer dans son diocèse. Un calme sans doute dû en partie au travail effectué pendant ces deux dernières années par son organisation, au fil d'un dialogue tendu entre 480 jeunes Hutus et Tutsis incités à travailler ensemble dans des restaurants, petits commerces... « À force d'échanger, la confiance a lentement pris le pas sur la méfiance », affirme-t-il.



P. NICHOLSON / CARITAS INTERNATIONALIS

Le projet de la Caritas que soutient le Secours Catholique va encore plus loin : il invite des jeunes des deux ethnies engagés dans des partis politiques ou membres d'associations à se rencontrer et à s'entraîner à dialoguer, notamment par le football. « Nous les formons pour qu'ils deviennent des ambassadeurs de la paix civile auprès des autres jeunes et des leaders politiques locaux, explique le père Thaddée. Maintenant, beaucoup vivent ensemble, s'entraident, s'apprécient et font tout pour éviter une nouvelle guerre ! » ■

Yves Casalis

« Nous formons les jeunes pour qu'ils deviennent des ambassadeurs de la paix civile. »

A SUIVRE

AURILLAC

Solidarité alimentaire

Confronté à la paupérisation de producteurs agricoles locaux et aux difficultés d'autres habitants à faibles moyens, le Secours Catholique d'Aurillac a trouvé dans l'opération "Paniers solidaires" une solution. « Plutôt que de donner des colis alimentaires aux uns et des aides financières aux autres, nous les avons mis en lien », explique Lydie-Anne Jourdain, animatrice à Aurillac. L'opération débutée le 1^{er} janvier sera évaluée fin juin. Pour l'instant, six familles choisissent puis commandent chaque semaine parmi les produits d'une douzaine de petits agriculteurs locaux (légumes, viande bovine,

poulets, salaisons, fromages, yaourts, pain, miel, confiture, brioche, farine...) de quoi s'alimenter sainement durant toute une semaine. Ces paniers leur coûtent 20 % du prix de vente, le reste est pris en charge par le Secours Catholique. Grâce à ce circuit commercial très court, l'opération garantit la fraîcheur des produits aux uns et des économies de transport et de conditionnement aux autres.

Jacques Duffaut

+ POUR ALLER PLUS LOIN

urlz.fr/5f0s

RURALITÉ

Un cybercafé connecté

À Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne), le pas@pas fait des émules : chaque mardi et samedi matin, une trentaine de personnes viennent surfer sur les cinq ordinateurs mis à leur disposition, pour 0,50 euros les 45 minutes. La démarche est partie de personnes accueillies par le Secours Catholique qui voulaient agir. « On a aussi voulu répondre aux besoins locaux face à la difficulté d'accès au numérique et aux problèmes de mobilité rencontrés dans cette commune de 4 000 habitants, isolée, loin de la Caisse d'allocations familiales et de Pôle emploi », explique Ève Casanova, animatrice. Ainsi des liens se créent, parfois même entre jeunes et personnes âgées, qui s'entraident pour les démarches administratives. Une table conviviale pour papoter autour d'une tasse de café et une boutique solidaire complètent le lieu d'accueil. Le lundi après-midi, ceux qui le souhaitent peuvent aussi participer à un atelier d'écriture, "Les plumes vagabondes".

UKRAINE

Une vie plus digne pour les jeunes handicapés mentaux

La Caritas ukrainienne dénonce l'abandon dont souffrent nombre de handicapés mentaux dès l'âge de 16 ans. La plupart de ces jeunes, issus de familles défavorisées, ne peuvent entrer dans les centres de rééducation et de réinsertion sociale de l'État. Et à 18 ans, faute d'autre solution, ils sont souvent placés dans des institutions gériatriques aux conditions de vie exécrables. À l'ouest de ce pays meurtri, le partenaire du Secours Catholique associe désormais les parents de ces exclus à sa campagne d'interpellation des pouvoirs publics locaux. Il s'agit de presser les autorités de prendre des mesures facilitant l'intégration économique et sociale de ces jeunes et, plus globalement, leur accès à une vie plus digne.

EMPLOI

Écouter les envies, valoriser les compétences

À Clermont-Ferrand, le Secours Catholique propose un accompagnement personnalisé à ceux qui peinent à trouver du travail. Cet atelier mise sur la capacité des demandeurs d'emploi à analyser leurs compétences et leurs besoins.

Depuis 2012, un militaire à la retraite conseille bénévolement les chômeurs au sein de l'atelier "emploi" du Secours Catholique de Clermont-Ferrand. À 61 ans, l'ancien major Guy Xicluna conserve son énergie et l'expertise acquise dans la marine lorsqu'il accompagnait ses collègues militaires vers une reconversion civile.

« Au Secours Catholique, nous recevons une dizaine de personnes par mois que nous accompagnons pendant deux mois, explique-t-il. Nous parlons de leur situation, recherchons leurs

points forts et identifions leurs points faibles. En toute confidentialité, elles me racontent leur parcours et nous tentons ensemble de trouver une solution à leur problème d'emploi. » L'important est de « faire ensemble », souligne Guy.

« Les gens savent ce dont ils ont besoin même s'ils ne savent pas toujours l'exprimer », dit-il. Le travail d'écoute est primordial. Il permet de repérer l'élément déterminant qui va orienter la recherche dans une direction précise. Le bénévole aime raconter l'histoire de ce chauffeur algérien qui avait

conduit dans son pays un camion aux spécificités particulières. « Il ne savait pas comment expliquer ses capacités. En me parlant de ce camion dont je connaissais le modèle, il a trouvé en moi quelqu'un qui comprenait ce qu'il était capable de faire. J'ai alors joué le rôle de facilitateur. »

Développer des synergies

Ce rôle de facilitateur, Guy Xicluna le doit à son entregent et à son goût pour développer des synergies. « Je suis en lien avec des employés de Pôle emploi dont certains viennent travailler avec moi au Secours Catholique. C'est un cercle vertueux. » Autre ressource : la filière "psychologie du travail" de l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand. « Il y a toujours un ou deux étudiants qui viennent faire du bénévolat. Ici, ils découvrent leur futur métier. » Ainsi se tisse un réseau dans lequel il ne reste plus qu'à faire entrer les nouveaux candidats à l'emploi.

Tandis qu'au premier étage, dans la grande salle de l'accueil, Guy Xicluna explique le fonctionnement de l'atelier emploi, arrive David, 26 ans, qui paraît ici chez lui. Il salue les personnes présentes, s'assied devant un ordinateur et commence à surfer sur Internet. Il y a deux ans, une assistante sociale l'avait envoyé au Secours Catholique pour obtenir un colis alimentaire. Il avait incidemment mentionné son besoin d'être aidé pour rédiger un CV. On l'avait orienté vers Guy.

Remise à plat

David et Guy se tutoient. « C'est naturel, dit Guy. Nous avons passé beaucoup de temps ensemble. J'ai appris à David à faire un CV, une lettre de motivation, à utiliser un ordinateur, à chercher la personne à qui s'adresser. Les gens qui viennent ici ont souvent perdu leur motivation, quand ce n'est pas tout espoir de retrouver du travail. Alors, avec eux, on remet tout à plat. » Depuis neuf mois, David fait de l'intérim dans la restauration. « C'est exactement ce que je voulais ■■■

À VOIR

En vidéo, "L'accompagnement collectif vers l'emploi au Secours Catholique" sur urlz.fr/5fOR



Les gens qui viennent ici ont souvent perdu leur motivation, quand ce n'est pas tout espoir de retrouver du travail.

VU D'AILLEURS MADAGASCAR

Une école professionnelle pour des débouchés



D. TAULIN-HOMMEL / S.C.-CF

A Antsirabé, au sud d'Antananarivo, capitale de Madagascar, des jeunes sans ressources, parfois délinquants, des mineures prostituées... sollicitent la Caritas locale pour se former et trouver un travail. Ils manifestent, observe l'association, « la volonté d'apprendre un métier pour sortir de la pauvreté ». En 1993, le partenaire du Secours Catholique-Caritas France

« Les jeunes ont la volonté d'apprendre un métier pour sortir de la pauvreté. »

a ouvert à leur intention "Risika", un centre de formation professionnelle. Depuis 2014 celui-ci est agréé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement technique comme "école de carrière professionnelle". Les 150 élèves actuels, âgés de 10 à 18 ans, disposent de filières fondamentales : "art et métiers du bois", "structures métalliques", "mécanique vélo", "coupe-couture-broderie", et de formations complémentaires telles que l'apiculture, l'agroalimentaire, l'informatique, l'agriculture et l'élevage. Alors que le décrochage scolaire s'amplifie dans le pays, de nombreux jeunes formés à Risika durant

Le centre de formation professionnelle accueille 150 élèves âgés de 10 à 18 ans.

deux ou trois ans développent leurs qualités personnelles et acquièrent des compétences techniques sanctionnées par un diplôme, comme par exemple le certificat d'aptitude professionnelle (CAP). Ce bagage socio-professionnel leur permet de créer des activités génératrices de revenus (activités commerciales) ou même, dans le contexte économique tendu actuel, de trouver un emploi. Les membres de l'atelier "mécanique vélo", en particulier, ont une opportunité à saisir car leur savoir-faire, à Antsirabé, répond à une vraie demande. ■

Yves Casalis

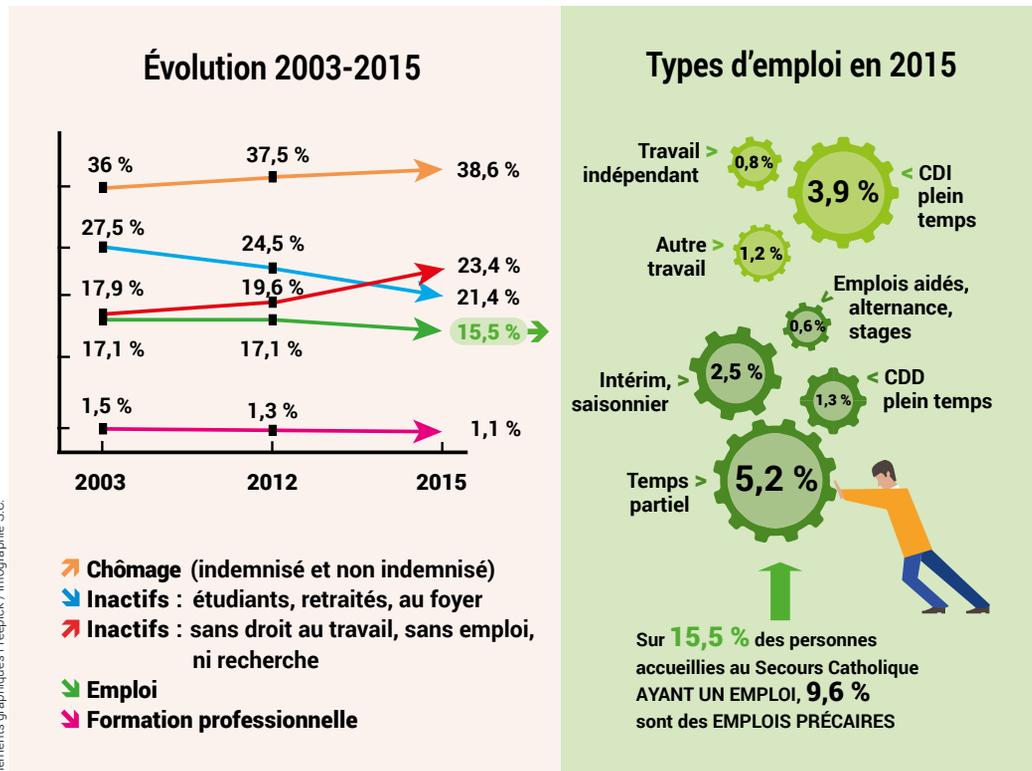
faire, dit le jeune homme. Avant de rencontrer Guy, je ne savais pas où aller. Guy m'a redonné confiance. Ici on est bien accueilli. Quand j'ai besoin de conseils, d'un ordinateur, d'une imprimante ou simplement envie de saluer Guy, j'y fais une halte. »

Cette offre d'accompagnement vers l'emploi s'élargit à l'ensemble des communes du Cantal et du Puy-de-Dôme. Lorsqu'une personne souhaite être accompagnée, les bénévoles de l'équipe locale du Secours Catholique prennent rendez-vous auprès de l'atelier emploi, et l'un des cinq membres de l'atelier se rend sur place pour la rencontrer.

« Toutes les personnes qui nous sont adressées ne vont pas jusqu'au bout de l'accompagnement », observe Guy Xicluna. Mais à ceux qui persévèrent, « nous donnons toute notre énergie et les trois quarts d'entre eux trouvent du travail ou une solution à leurs problèmes ». ■

Jacques Duffaut

VITE LU Les personnes accueillies au Secours Catholique et l'emploi



Sources : Statistiques d'accueil du Secours Catholique en 2012 et en 2015.

CONVIVIALITÉ

La bonne humeur de Châtillons

Dans un quartier populaire de Reims, le Secours Catholique met à la disposition des personnes isolées un lieu de vie quotidien où elles peuvent passer du temps ensemble et participer à divers ateliers créatifs.

REPORTAGE CÉCILE LECLERC-LAURENT

1 4h15 ce lundi après-midi. Même si le local du Secours Catholique n'ouvre officiellement ses portes qu'à 14h30, une quinzaine de personnes se pressent déjà au 2 rue Albert-Camus à Châtillons. Elles connaissent bien les lieux : les salles colorées et joliment décorées avec leurs "œuvres d'art", la bibliothèque, le bar et le patio de verdure. Très vite, on sort les jeux. Jeannine, Pascal et Élisabeth se lancent dans un "rummikub", tandis que Francis, bénévole, leur offre du café. « *Je suis venue un jour boire une tasse de café, et depuis je reviens presque tous les jours* », témoigne Élisabeth, 54 ans, au chômage. « *Chez*

moi, c'est petit et je me sens enfermée, alors qu'ici je vois du monde. »

À la table voisine s'est installée une activité de peinture. Pierrette, à la retraite, reproduit minutieusement un pêcheur dans une rivière, suivant un modèle. « *Ça me détend d'être ici, j'oublie mes soucis et on peut rencontrer des gens d'âges et de cultures différents* », dit-elle en montrant ses deux voisins : Sylvain, 31 ans, en situation de handicap, et Antoinette, d'origine indienne.

Accès à la culture

Le Secours Catholique s'est implanté il y a une douzaine d'années dans



Délégation de Châlons-Reims-Ardennes

1 bis rue Saint-Joseph
51008 Châlons-en-Champagne
Tél. : 03 26 22 12 50
Mail : chalonsreimsardennes@secours-catholique.org

Site : chalonsreimsardennes.secours-catholique.org

Nombre d'équipes locales : 37

Nombre de bénévoles : 745

Nombre de groupes conviviaux : 25

Nombre de situations rencontrées : 7 440

+ D'INFO

concertsdepoche.fr

ce quartier populaire constitué de logements sociaux. Le local est ouvert les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi et les mercredis matin. Les personnes qui viennent ont connu l'association à l'occasion de dossiers d'aides au financement. Toutes disposent de peu de revenus et sont isolées. La plupart sont retraitées. « *Avec les activités, dit Cathy, bénévole, on leur montre qu'elles sont capables de faire quelque chose. Le fait de s'exprimer, par exemple via le théâtre, leur fait un bien fou !* »

Car outre les activités classiques de jeux, tricot et peinture, le Secours Catholique fait venir régulièrement des professionnels pour animer des ateliers d'expression artistique : reliure, gravure, écriture de poèmes, art floral, dessin sur plexiglas... Jacky, 71 ans, en parle avec enthousiasme : « *Tout cela m'ouvre l'esprit. Ici, on est décoincés !* » Un partenariat avec les "Concerts de poche" permet par ailleurs aux personnes accueillies de rencontrer des musiciens professionnels, voire d'apprendre le chant avec eux. Et une autre association, "Cultures du cœur", distribue des tickets de spectacle gratuits au Secours Catholique.

« *Aller écouter du gospel, de l'opéra, visiter des musées... : tout ça, c'était nouveau pour moi, car trop cher !* » témoigne Béatrice, qui perçoit une retraite de 672 euros par mois. « *C'est simple : ça a changé ma vie, ici !* » conclut-elle. ■

+ ÉCLAIRAGE CLAUDE RICHOMME, RESPONSABLE BÉNÉVOLE DE CHÂTILLONS

« Offrir la possibilité de s'épanouir »



S. WASSENAAR / S.C.-C.F.

Ce lieu d'accueil ouvert à tous permet de créer du lien entre des personnes isolées. Certains ont ainsi découvert qu'ils habitaient le même immeuble ! L'ambiance est conviviale et les personnes

ont envie de partager avec les autres ; elles s'apportent parfois des gâteaux. La plupart ont un reste à vivre de moins de 150 euros par mois. On ne peut pas faire grand-chose avec peu d'argent et on a encore plus tendance à se replier sur soi-même. Le lieu vise à permettre à chacun de trouver sa place, malgré tout, car chaque personne est unique ! On permet aux gens d'être à la fois spectateurs (en allant au théâtre ou à l'opéra, des

lieux où ils n'étaient jamais allés) et acteurs, avec les ateliers créatifs. Même s'ils n'ont pas accès à la culture pour des raisons financières et d'éducation, on leur montre qu'ils sont capables d'écrire un conte ou encore de faire de la sculpture. On leur donne la possibilité de s'exprimer et de s'épanouir. J'ai trouvé extraordinaire par exemple de voir Denis, qui ne sait ni lire ni écrire, chanter *Carmen* sur la scène de l'opéra de Reims en avant-première d'un spectacle ! Les personnes sont fières de ce qu'elles font ici. Elles se rendent compte qu'elles peuvent dire et vivre des choses comme tout le monde. Et elles obtiennent une reconnaissance. Quelqu'un m'a confié un jour que cela faisait des années qu'on ne l'avait pas appelé par son prénom !

Propos recueillis par C.L.-L.



En action(s)

Le local coloré de Châtillons offre à chacun la possibilité de se détendre en jouant **2** / **3** / **5** ou en peignant **1**. Autour d'une bonne tasse de café, la conversation s'engage, les rires fusent **4** et chacun repart le sourire aux lèvres **6**.

PHOTOS : STEVEN WASSENAAR / S.C.-C.F.



Rencontre

DAVIT ET KARLEN

Les frères karatékas

Pour Davit et Karlen, le karaté n'est pas seulement un sport. Il est un univers grâce auquel les jumeaux arméniens ont pu faire face aux violences de la vie. À Lyon, depuis six ans, le Secours Catholique les aide à poursuivre leur passion. Et ils le lui rendent bien.

PAR JACQUES DUFFAUT PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.

Même taille, même densité musculaire. Sur les vidéos de leurs combats, face à des adversaires plus grands, ils montrent la même élasticité, la même rapidité. D'une voix feutrée identique, dans un français encore hésitant mais choisi, ils expriment une même timidité. On pourrait les confondre, si Davit ne se distinguait de Karlen par sa longue et opulente chevelure.

Nés en 1985 à Leninakan (Arménie) d'un père ingénieur et d'une mère professeur d'arménien, ils sont âgés de trois ans lorsqu'un violent séisme détruit la ville et fait 30 000 morts. Plus d'immeuble où vivre. La famille erre durant des mois avant de trouver

un petit appartement sans gaz ni électricité. C'est là que Davit et Karlen passent leur enfance.

Ils ont 11 ans quand l'école leur propose une initiation au karaté. « *Nous avons tout de suite aimé. Nous aimions le contact et le combat* », dit Karlen. À Leninakan (qui depuis 1991 a repris son nom de Gyumri), ils commencent à s'entraîner à l'extérieur tous les jours, par tous les temps. Avant leurs 17 ans, ils sont cinq fois champions d'Arménie. « *Quand Davit gagnait, j'étais second* », note Karlen. En écho, Davit précise : « *Et quand Karlen gagnait, c'est moi qui étais second.* »

En 1991, l'Arménie sort du giron soviétique pour devenir une République

autonome. Opposants politiques, les parents des jumeaux endurent persécutions et menaces de mort jusqu'en 2002, année où ils décident de fuir à Saint-Pétersbourg. Là, ils survivent avec de petits boulots avant d'obtenir la gérance d'un café. Les jumeaux s'inscrivent à l'université, section hôtellerie et tourisme. Mais leur priorité est le karaté. Une école les accepte : ils s'entraînent tout en étant instructeurs.

Xénophobie

« *Saint-Pétersbourg est une grande ville où les étrangers sont mal vus. La police nous contrôlait tous les jours à cause de notre faciès* », confie Davit. « *Nous étions sans cesse harcelés, poursuit Karlen. On nous faisait sentir en permanence que nous n'étions pas russes.* »

En 2008, Davit devient champion de Russie occidentale. Une victoire amère contre un adversaire qui appartient à une bande que les jumeaux appellent les "skinheads". Un Slave xénophobe battu par un réfugié caucasien est une terrible humiliation pour ce groupuscule que la police se garde d'inquiéter. En représailles, les skinheads mettent à sac le café de la famille. Sur les murs, des graffitis ponctués de svastikas (croix gammées) leur enjoignent de quitter le pays. La famille prend les menaces au sérieux. « *Ces skinheads*

BIOGRAPHIE

1985 :
naissance
à Leninakan
(Arménie)

2002 :
fuite à
Saint-Pétersbourg

2011 :
fuient la Russie
pour la France



CE QUE JE CROIS
La France est un pays humaniste. Le premier pays où nous trouvons enfin une stabilité. Nous souhaitons combattre aux jeux Olympiques de 2020 sous les couleurs de la France et de rester y vivre en paix.

sont très dangereux, dit Davit. Beaucoup d'étrangers sont tués en Russie sans que la police s'en émeuve. »

En 2009, leurs parents se réfugient en France – un voyage clandestin au fond d'une remorque. Les jumeaux, quant à eux, se sont retirés à la campagne, loin de la grande ville. Citoyens russes depuis 2005, ils n'ont pas fait leur service militaire et n'ont donc pas de passeport pour sortir du pays. Davit gagne un peu d'argent en étant coiffeur, un métier appris à Saint-Petersbourg et qui leur permet de survivre dans le village où ils se cachent.

Deux ans plus tard, les jumeaux fuient à leur tour la Russie et passent en France. « En arrivant à Lyon, nous avons partagé le petit appartement de nos parents avant d'obtenir une place dans un foyer de réfugiés », dit Karlen.

« Ensuite nous avons approché des clubs de karaté. Presque tout de suite nous avons intégré l'équipe de France », ajoute Davit avec modestie. Habitué à douze séances d'entraînement par semaine, ils sont au plus haut niveau. Comme dans leur enfance, ils s'entraînent à nouveau dehors, dans un parc, été comme hiver. « En 2015, nous avons tous les deux attrapé une bronchite avant la finale des championnats. Nous n'avons pas pu y participer », regrette Karlen. Une bénévole du Secours Catholique, amie de leur mère, propose alors aux karatékas de s'entraîner dans une salle de l'association, près du stade de Gerland. « Finalement, l'an dernier, nous avons déménagé pour le centre Sésame [nouveau lieu d'accueil du Secours Catholique, ndlr], qui est plus confortable. »

Pour remercier l'association, les deux frères proposent bénévolement des cours de karaté pour adultes. Une façon de "remettre debout" les personnes en difficulté. « Une douzaine de participants sont assidus. Nous souhaitons qu'en octobre prochain deux ou trois d'entre eux participent à l'Open de Belgique. Leur niveau le leur permet. » Fiancé, Karlen devrait bientôt se marier. Davit, lui, est marié depuis 2011. Avec sa femme, ils ont un fils, Christian, et en attendent un second. Depuis qu'ils sont en équipe de France, les jumeaux karatékas bénéficient d'un titre de séjour d'un an renouvelable. En 2020, le karaté sera une discipline olympique. Ils se préparent aux jeux de Tokyo. Leur sélection devrait accélérer leur naturalisation. ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN

L'accueil Sésame de Lyon est un endroit spacieux, récemment remis à neuf, qui reçoit les migrants quatre jours par semaine, propose plusieurs ateliers aux demandeurs d'asile ainsi qu'à tous ceux ayant des difficultés d'hébergement. Les bénévoles du Secours Catholique du Rhône y accompagnent les personnes sur la durée dans une relation de confiance, individuellement ou en groupe, seuls ou en partenariat avec d'autres mouvements associatifs.



DÉCRYPTAGE

ISRAËL/PALESTINE

FAIRE VIVRE L'ESPOIR

INTERVIEW 16
SAMI EL-YOUSEF

SADAKA-REUT 17
CROIRE ENCORE AU DIALOGUE

PALESTINE 18
LE CIRQUE POUR SE RECONSTRUIRE

Alors que la résolution politique du conflit au Proche-Orient n'a jamais semblé aussi loin, les sociétés palestinienne et israélienne sont de plus en plus fragilisées par les répercussions d'une telle situation au sein de leurs populations : perte d'espoir, peur, ressentiment croissant. Dans ce contexte, les partenaires du Secours Catholique créent, principalement avec les femmes et les jeunes, des espaces d'ouverture, de créativité et de prise d'initiative. Le but, indispensable pour eux : entretenir l'espoir d'un avenir meilleur.

TERRE SAINTE

Ouvrir des brèches

En Israël comme en Palestine, les partenaires du Secours Catholique voient les sociétés se scléroser sous l'impact d'un contexte politique délétère. Face à cette situation, ils travaillent à ouvrir des espaces de liberté et d'initiative.

ENQUÊTE : BENJAMIN SÈZE / PHOTO : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

Échec des négociations de paix, poursuite de la colonisation, blocus de Gaza, divisions entre Palestiniens, montée de l'extrême-droite israélienne... Au Proche-Orient, le contexte politique de ces dernières années pèse sur les populations. Les partenaires israéliens du Secours Catholique décrivent ainsi une société de plus en plus crispée. « *Il y a vraiment eu un changement depuis 2009, l'opération "Plomb durci" menée contre Gaza et la parution du rapport Goldstone** », considère Dana Moss, chargée de plaider pour Physicians for Human Rights, une ONG israélienne qui défend l'égalité devant l'accès aux soins. C'est depuis ce moment, explique la jeune femme, que le gouvernement de Benyamin Netanyahu a commencé à accuser les organisations israéliennes de défense des droits humains d'être contre Israël. Ce discours sur les « *traîtres de l'intérieur* » s'est traduit par des mesures visant à décrédibiliser ou censurer ces ONG en les obligeant, par exemple, à préciser leurs financements venant de l'étranger, ou leur interdisant d'intervenir dans les écoles. Il a aussi trouvé un écho important dans l'opinion. « *C'est de plus en plus dur*, confie Dana Moss. *Quand je prends un taxi ou que je vais chez le coiffeur, je n'ose plus dire ce que je fais.* » La guerre contre Gaza en 2014 et les violences qui ont secoué Jérusalem à l'automne 2015 ont encore exacerbé le ressentiment envers les Palestiniens. Sarit Larry, codirectrice de l'association Mahapach-Taghir ("Changer les règles du jeu", en hébreu et en arabe), regrette un climat de peur et de xénophobie croissant qui « *affecte les programmes éducatifs, les règles de droit, la culture et les médias. Il redéfinit les limites de ce qui est acceptable et juste* ». Becca Strober, de l'association Sadaka-Reut ("Amitié", en arabe et en hébreu), le confirme et donne comme exemple le regard porté par les Israéliens sur la colonisation : « *Aujourd'hui, il est presque positif. Cela aurait été inimaginable il y a dix ans.* » Pour Sarit Larry, le danger est réel de voir l'espace démocratique se rétrécir, les violences se multiplier, et peu à peu la possibilité d'une

société partagée et égale disparaître. C'est dans ce contexte que Mahapach-Taghir et Sadaka-Reut agissent dans les communautés juive et palestinienne d'Israël, auprès des femmes et des jeunes. Elles travaillent avec eux sur les questions d'identité, de discrimination et d'oppression, et leur apprennent à s'organiser pour défendre leurs droits. L'enjeu est double, selon Becca Strober : « *Conserver des espaces de pensée critique et d'expression alternative de plus en plus rares et maintenir des ponts entre les communautés.* »

Entretenir l'espoir

À Gaza et en Cisjordanie, si les réalités sont diverses, le même sentiment d'une société figée prédomine. Nos interlocuteurs pointent du doigt les pesanteurs causées par l'occupation israélienne : les restrictions de circulation, les tensions avec l'armée, la morosité économique et la difficulté à trouver du travail, l'injustice des colonies. Ils fustigent aussi l'inconséquence des dirigeants palestiniens, Hamas ■■■

+ LE POINT DE VUE DE KAHLTOUM ABU-HEJA

Cette Palestinienne de 60 ans est membre de Mahapar-Tahrir, une association qui œuvre pour le dialogue entre Juifs et Arabes en Israël.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.



Si on garde de bonnes relations, on pourra faire quelque chose dans le futur.

La première fois que j'ai participé à une rencontre avec un groupe de femmes juives, il y a vingt ans, celle à côté de laquelle je m'étais assise s'est levée. Comme je ne parlais pas l'hébreu, je suis allée chercher une autre femme pour qu'elle traduise. « *Peux-tu lui demander pourquoi elle s'est levée ?* » À cette question, la femme juive a répondu : « *Je déteste les Arabes. – Pourquoi ?* ai-je insisté. – *J'ai perdu ma nièce de 7 ans dans un attentat. – Alors je te comprends* », lui ai-je dit. Et j'ai poursuivi : « *Je suis contre le terrorisme. Mais toi, as-tu réfléchi aux causes des attentats ? Nous n'avons pas de droits. Sommes-nous des animaux ou des êtres humains comme toi ?* » Elle m'a écoutée et nous avons pu discuter. À la fin, elle m'a dit : « *Ce*

que fait le gouvernement israélien est injuste. Mais on ne peut rien faire. » Je lui ai répondu : « *Si on garde de bonnes relations, peut-être qu'on pourra faire quelque chose dans le futur.* » Nous sommes restées en contact et même devenues amies. Elle vient de temps en temps acheter des falafels ici.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

■ ■ ■ comme Fatah, accusés d'être plus intéressés par le pouvoir que par la souffrance de leur peuple. Souvent, au gré des discussions, des jeunes et des femmes confient leur impression d'être prisonniers d'un double carcan : celui de l'occupation, mais aussi celui d'une société patriarcale pavée de tabous et d'interdits. « *Les deux sont plus ou moins liés, estime Halah Abdelhade, 25 ans. Je ne dis pas que les Palestiniens ne sont pas conservateurs, mais si notre société a tant de mal à évoluer, c'est aussi à cause des contraintes de l'occupation qui favorisent l'immobilisme.* »

Décomposition

Cette sclérose est dangereuse, préviennent les partenaires du Secours Catholique. « *Si on ne croit plus en la politique, si les notions de démocratie et de citoyenneté n'ont plus de sens, le risque, c'est la perte de responsabilité collective et la recherche d'un salut individuel* », considère May Hadweh, de l'association Tam (Femmes, médias et développement), à Beit Jala, qui met en garde contre « *la décomposition de la société palestinienne* ». Mahmoud Alhalimi, de l'organisation NECC (Conseil des Églises du Proche-Orient), à Gaza, insiste sur l'attention particulière à porter aux 15-25 ans, « *qui sont à un croisement de leur vie et qui, sans perspectives d'avenir, peuvent facilement basculer dans la délinquance, l'action violente ou la dépression* ». Les partenaires du Secours Catholique travaillent justement à ouvrir des perspectives. Très actifs auprès des jeunes et des femmes, ils associent souvent dans leurs projets un volet économique d'accès au travail et un volet civique (défense des droits ou engagement pour faire évoluer la société). « *Nous créons des espaces de liberté, de créativité, d'initiative. Les gens peuvent se projeter dans un futur meilleur* », explique Jihad Abdo, de l'association de commerce équitable Adel, à Ramallah. « *Ainsi, nous maintenons un espoir.* » ■

* Rapport rendu aux Nations unies en 2009 par le juge sud-africain Richard Goldstone dénonçant, à partir d'informations fournies par des organisations israéliennes, des crimes de guerre commis par l'armée israélienne à Gaza.

INTERVIEW SAMI EL-YOUSEF

« Les chrétiens ont un rôle à jouer »

Pour Sami El-Yousef, directeur des Œuvres pontificales missionnaires pour Israël et la Palestine, plus le contexte local est explosif, plus la présence chrétienne est indispensable.

Comment analysez-vous la situation politique actuelle en Israël et Palestine ?

Si je devais répondre à la question "Où est l'espoir d'une résolution politique du conflit israélo-palestinien ?", je dirais que nous n'en avons jamais été aussi loin. À la fois parce que les Palestiniens sont extrêmement divisés et qu'il n'y a pas de voix unies pour défendre leurs intérêts, et parce que le gouvernement israélien actuel est sans doute le plus extrémiste qu'Israël ait connu. Les colons ont aujourd'hui la main sur l'agenda politique, et eux ne veulent pas d'une solution à deux États. Ils souhaitent un seul État, mais sans la présence palestinienne qu'ils considèrent comme un non-sens.

Cette situation politique a-t-elle un impact au quotidien ?

La séparation complète des communautés depuis quinze ans et la polarisation des positions empêchent les Israéliens et les Palestiniens d'imaginer un futur ensemble. Le plus tragique, c'est l'impact chez les plus jeunes. Les enfants palestiniens et israéliens nés après la seconde intifada n'ont connu que le mur. Pour les jeunes Israéliens, toute personne vivant de l'autre côté du mur est un terroriste potentiel qui hait les Juifs et avec qui ils n'ont rien en commun. Pour un jeune Palestinien, un Israélien est un soldat qui l'humilie aux check-points et qui vient arrêter ses voisins pendant la nuit, ou un colon qui lui vole ses terres et a la vie belle pendant que lui galère. Où est l'humanité dans l'esprit de cette nouvelle génération ? Si tu ne peux pas voir l'autre comme un être humain, que risque-t-il de se passer dans le futur ? C'est le danger.

Dans ce contexte, vous dites que les chrétiens ont un rôle à jouer.

L'intérêt de la présence chrétienne est de préserver un équilibre, d'essayer d'apporter de la raison au sein des communautés. Dans un contexte de forte polarisation, les institutions chrétiennes [nos écoles, nos universités, nos cliniques, nos hôpitaux, nos maisons de retraite fréquentées majoritairement par des non-chrétiens] font partie des rares lieux où



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

l'on défend la coexistence, le respect mutuel, la dignité et l'importance de vivre ensemble. Le défi pour nous est de pérenniser ces institutions pour qu'elles continuent à diffuser et soutenir ces valeurs.

Qu'est-ce qui menace cette pérennisation ?

L'émigration des Palestiniens chrétiens. À Bethléem, par exemple, en 1947, il y avait 85 % de chrétiens. Aujourd'hui, ils ne représentent plus qu'environ 18 % de la population. Aujourd'hui, la présence des chrétiens, en Israël et Palestine réunies, n'excède pas 200 000 personnes.

Pourquoi émigrent-ils ?

Ils partent, pour la plupart, à cause de l'occupation, pour retrouver une liberté, notamment de mouvement, pour se sentir libres. Cette envie d'une vie meilleure est partagée par tous les jeunes Palestiniens, mais il est plus facile pour les chrétiens d'obtenir une autorisation de la part d'Israël pour sortir de Cisjordanie ou de Gaza.

Quel est le risque si la présence chrétienne ne perdure pas ?

Aujourd'hui, je continue à penser que la présence chrétienne permet d'empêcher une lecture simpliste qui consiste à voir dans le conflit un affrontement religieux. Le jour où les chrétiens ne seront plus là, cela peut changer. C'est ce que les extrémistes des deux côtés souhaitent. Notre défi est de transmettre aux jeunes chrétiens la valeur de notre présence ici.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

SADAKA-REUT

Croire encore au dialogue

Dans le centre d'Israël, Sadaka-Reut veut créer des ponts indispensables entre jeunes Juifs et Palestiniens. Un défi difficile tant le contexte est tendu.

« Les Juifs sont venus nous voir en premier. Ça m'a rassuré, confie Ahmad, 15 ans. Je me suis dit : "Ils veulent nous parler." » Ahmad vit à Taybeh City, une ville du centre d'Israël. Ce 22 avril, ils sont une quinzaine d'adolescents palestiniens d'Israël réunis dans une salle de classe de l'école El Majd. Tous membres de l'association Sadaka-Reut ("Amitié", en arabe et en hébreu), partenaire du Secours Catholique, ils se remémorent cette journée de janvier où ils ont parlé pour la première fois de leur vie à de jeunes Juifs de leur âge. Taybeh City est une ville 100 % arabe et musulmane. Les familles juives vivent de l'autre côté de la route nationale, en contre-haut, à Sha'ar Efraïm. Deux mondes qui se côtoient et s'ignorent.

Appréhension

Frangine brune soigneusement coiffée, Amine avoue avoir craint, avant la rencontre, « que quelque chose de violent se produise ». Ses camarades approuvent d'un hochement de tête. Cette appréhension surprend Halah Abdelhade, 25 ans, l'animatrice : « Quand j'avais leur âge, nous redoutions un éventuel mépris de la part des juifs. Mais nous ne craignons pas de violences physiques. Ça, c'est nouveau. »

Cette peur de la violence a pour écho celle exprimée par les adolescents juifs rencontrés cinq jours plus tard à Netanya, à une vingtaine de kilomètres de Taybeh City. Également membres de Sadaka-Reut, ces jeunes étaient présents aussi à la journée de janvier. Ils racontent avoir été surpris par la gentillesse et la curiosité des jeunes Arabes à

À VOIR

Retrouvez en vidéo la parole des jeunes juifs et arabes ayant vécu la rencontre sur urlz.fr/5g18

leur égard. « Finalement, ils veulent la paix », s'étonne Sara, 14 ans.

Depuis trente-quatre ans, Sadaka-Reut agit pour que les jeunes Juifs et Palestiniens d'Israël s'engagent dans leurs communautés et pour qu'ils puissent discuter de manière apaisée et constructive. Un défi de plus en plus difficile à relever. La guerre de Gaza en 2014 puis les flambées de violence et de répression à Jérusalem pendant l'automne 2015 ont accru la méfiance et le ressentiment entre les deux communautés. « En 2014 et 2015 », explique Becca Strober, chargée du suivi et de l'évaluation de l'association, « nous n'avions pas réussi à recruter de jeunes participants juifs. »

Un travail de sensibilisation dans les écoles a été développé en amont.

À l'automne 2016, quatre groupes juifs et cinq groupes palestiniens, regroupant une centaine de jeunes au total, ont pu être formés. Mais l'association reste confrontée à des crispations profondes. « Des deux côtés, il faut convaincre les parents qui sont effrayés par la présence de jeunes de l'autre communauté, ou qui ne voient pas l'intérêt d'un tel dialogue », témoigne Rawan Bisharat, codirectrice de Sadaka-Reut.

À Netanya, les adolescents ont voulu partager leur expérience au collège. Le directeur de l'établissement et plusieurs enseignants s'y sont opposés. À Taybeh City, il arrive qu'Ahmad, Amine et les autres rencontrent le désaccord de leurs amis. Ce n'est pas toujours évident, admettent-ils.

Tous attendent néanmoins la prochaine rencontre. Un tel dialogue leur semble-t-il possible à l'échelle de la société ? « Ce qu'on a ressenti, tout le monde peut le ressentir », veut croire Sara. À côté d'elle, Eden, 16 ans, est plus prudente : « C'est possible, mais ça va être difficile. Beaucoup de gens, des deux côtés, ont perdu des proches dans le conflit. Et cela risque de rouvrir des blessures. » ■

Benjamin Sèze



E. PERRIOT / A.S.C.-C.F.

« Des deux côtés, il faut convaincre les parents qui sont effrayés par la présence de jeunes de l'autre communauté. »



PALESTINE

Le cirque pour se reconstruire

En 2006, Jessika Devlieghere et Shadi Zmorrod ont ouvert l'école palestinienne du cirque. Le but : permettre aux jeunes Palestiniens d'évacuer le stress lié à la violence de l'occupation, et de se reconstruire autour de valeurs positives. Reportage.

La poésie s'est invitée sur le bitume. Le chapiteau de la "Palestinian Circus School" s'est installé au pied des immeubles, dans une cour bétonnée de la banlieue de Ramallah. L'imposant pavillon en toile bleue détonne dans ce décor urbain, offrant un décalage saugrenu au regard du passant. Aussi saugrenu que l'idée d'une école

de cirque en Palestine. « C'est amusant de voir la réaction des spectateurs, déclare Jessika Devlieghere, directrice de l'école. Surtout en Palestine. Après les spectacles, on vient souvent nous dire : "Ces jeunes sont super !" Puis on nous demande : "De quel pays viennent-ils ?" Lorsque nous répondons qu'ils sont de Jénine, de Ramallah ou d'Hébron, les Palestiniens n'en reviennent pas. Ils sont très impressionnés et fiers de voir que des gens d'ici peuvent faire cela. » Lorsque cette idée d'école est née, en 2006, Jessika Devlieghere, travailleuse sociale belge, et Shadi Zmorrod, artiste palestinien, avaient cette volonté d'aller à l'encontre de « l'image qu'on se fait des jeunes Palestiniens. Nous voulions montrer qu'il y a un formidable potentiel chez ces enfants et adolescents qui aspirent au rêve, à l'espoir, à la beauté ». Le projet répondait aussi à un besoin énorme. « Nous sortions de la période la plus intense de la deuxième Intifada où il y avait une violence quotidienne partout dans le pays. » Plusieurs études effectuées en 2002 et 2003 montrent les effets psychologiques de cette violence sur



E. PERRIOT / SC-CF

de jeu, pas de terrain de sport. Le vendredi et le samedi, les jeunes n'ont absolument rien à faire. » Alors ils traînent dans la rue, montent dans les champs qui surplombent la colonie et lancent des pierres. L'armée israélienne intervient systématiquement. « Les confrontations sont hebdomadaires et parfois ça se termine en drames, raconte Jessika Devlieghere. Il y a deux semaines, deux jeunes de 17 ans se sont fait tuer par des soldats. » Les militaires opèrent aussi des incursions durant la nuit pour arrêter les auteurs de troubles. « Les enfants des camps vivent dans une situation d'angoisse permanente. »

Motasem Ghaith, professeur d'acrobatie, voit l'impact de cet environnement sur ses élèves. « Ils sont pleins d'énergie mais ne savent pas la gérer. Ils sont désordonnés. Ils ont des problèmes d'attention, de concentration. Ils sont souvent dans des rapports conflictuels. » Le jeune homme de 22 ans connaît bien ces comportements, lui-même a grandi à Hébron pendant la deuxième Intifada. Il a intégré l'école de cirque en 2008, à l'âge de 13 ans. « J'ai pu sortir tout ça de moi, transformer ce surplus d'énergie en quelque chose de constructif. » Motasem Ghaith voit aussi ses élèves changer au fil des séances : éclater de rire, sauter, s'amuser, s'appliquer, créer... se reconnecter avec leur âme d'enfant. Il est convaincu des vertus pédagogiques du cirque : « Ils apprennent à nous écouter, à écouter leur corps. » Et puis, au cirque, on prend des risques, on a parfois peur de tomber. « Mais les entraîneurs et les autres élèves sont là pour te rattraper. Cela crée une confiance dans l'autre, et aussi en soi-même car on apprend à surmonter les difficultés, à être plus fort. »

Le jeune homme conclut : « Dans notre société traditionnelle, avoir un espace où tu rencontres des gens du monde entier avec leur culture, leurs opinions différentes, un lieu où tu peux créer, expérimenter sans qu'on te dise "Non, tu ne peux pas faire ça, c'est dangereux", "non, ça ce n'est pas bien", c'est... » Il sourit : « C'est un vrai bol d'air. » ■

Benjamin Sèze

« Toute activité récréative, expressive pour ces jeunes peut les aider à se raccrocher à la vie et à eux-mêmes. »

les jeunes : cauchemars, énurésie, angoisse, fatalisme, perte de l'envie de vivre. « Face à ce stress et à ces difficultés permanentes, explique Jessika Devlieghere, nous avons la conviction que toute activité récréative, expressive pour ces jeunes peut les aider à se raccrocher à la vie et à eux-mêmes. » Le premier atelier a été monté en août 2006, avec une dizaine d'adolescents. Aujourd'hui, ce sont près de 300 jeunes qui participent chaque année aux cours organisés à Ramallah, Birzeit, Jénine, Al Fara et Hébron. Dans la salle de gymnastique attenante au chapiteau, Azam, 12 ans, répète ses acrobaties au trapèze. Dans quinze jours il va se produire pour la première fois devant ses parents. « Ils sont contents que je vienne ici, confie-t-il. Ils savent que je vais dans un endroit qui est très sûr et très positif. » Azam vit dans le camp de réfugiés de Jalazone, dans les environs de Ramallah. « La situation y est hypertendue », observe Jessika Devlieghere. Le camp est situé en face d'une colonie. Il concentre plus de 10 000 personnes sur moins de 2 km². « Il n'y a pas de parc, pas d'espaces

+ A LIRE

> Pour l'amour de Bethléem, ma ville emmurée (éd. Bayard - 2016)

Écrit par Philippe Demenet et par Vera Baboun, maire de Bethléem. Cette maire courage, dont l'idole est Shéhérazade, mène un combat contre l'enfermement de sa ville et de ses habitants « exilés de l'intérieur. » Berceau du christianisme, Bethléem se bâtit pour avoir un accès à l'eau, à l'électricité, au retraitement des déchets... bref pour survivre. Le livre fait un terrible constat : Plus on enferme, plus on radicalise.

Site de l'école du Cirque de Palestine :

www.palcircus.ps

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



APPEL DE MARIE-LYSE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Remplacer son outil de travail

À l'issue d'une reconversion professionnelle, Marie-Lyse, âgée de 51 ans, avait trouvé un emploi d'assistante de vie. Mais au bout de six mois, son véhicule hors d'usage a cessé ses services et son emploi n'a pu être pérennisé. Pour les nombreux déplacements de la vie professionnelle de Marie-Lyse un véhicule est indispensable, d'autant plus qu'elle vit en moyenne montagne et que certains de ses clients se trouvent dans des zones rurales éloignées. Les transports en commun locaux sont inexistantes ou très insuffisants pour assurer ses déplacements. Dès que Marie-Lyse aura remplacé son véhicule, elle pourra retrouver du travail – mais toutes les démarches qu'elle a effectuées pour demander des aides financières et pouvoir régler les 3 000 euros que coûte le véhicule d'occasion qui lui est proposé sont demeurées vaines.

APPEL DE ROLAND

NOUVELLE-AQUITAINE

Refaire la toiture

Dans leur maison isolée en pleine campagne, Roland et sa femme sont angoissés. La toiture très dégradée de leur habitation doit recevoir d'urgence d'importantes réparations. Mais comment envisager de tels travaux avec une retraite minime qui suffit à peine à assurer leur quotidien ? Deux organismes interviennent pour les aider,

laissant cependant à la charge des époux une somme de 1 860 euros qu'ils sont dans l'incapacité de fournir.

APPEL DE SOPHIE

GRAND-EST

Un véhicule pour rebondir

Seule pour élever ses deux enfants de 11 et 2 ans, Sophie, 44 ans, doit mettre en œuvre une réorientation professionnelle. Après avoir complété ses études par un master, elle

recherche activement un emploi et a de bonnes chances d'être embauchée en CDI dans une université avec laquelle elle a établi un contact. Il lui faut pour cela avoir une mobilité suffisante. Or son véhicule étant à l'état d'épave, elle a dû s'en séparer. Sophie, qui habite un village peu desservi par les transports collectifs, a recherché en vain des aides pour financer un véhicule d'occasion. Elle en a trouvé un, d'un montant de 2 290 euros, une somme que son petit budget ne peut assumer.

APPEL DE SUZANNE

HAUTS-DE-FRANCE

Des ménages en secteur rural

Le véhicule de Suzanne, très usagé, a demandé de nombreuses et coûteuses réparations avant de cesser définitivement ses services. En dépannage d'urgence, Suzanne, 57 ans et seule, emprunte la voiture de son gendre, une solution très provisoire, pour aller faire des ménages chez ses neuf employeurs. Son activité l'oblige à se déplacer sans arrêt, dans un rayon de 25 km en secteur rural, avec des

horaires fluctuants. Elle vient de trouver un véhicule en bon état, d'un coût de 2 990 euros. Mais comment Suzanne pourrait-elle réunir cette somme, elle qui a dû passer l'hiver sans chauffage ni eau chaude faute de pouvoir en régler la fourniture, et se réfugier chez ses enfants pendant les jours les plus froids ?

APPEL DE CHRISTIANE

NORMANDIE

Réparer la voiturette

Christiane est femme de ménage dans une vaste zone rurale. Après le décès de son mari il y a trois ans et dans une situation financière difficile, elle a dû se rendre sur ses lieux de travail avec un vieux scooter, faute d'avoir le permis de conduire. Plusieurs chutes et des routes en mauvais état l'ont alors décidée à acheter une voiturette d'occasion. Or celle-ci s'est révélée défectueuse, rendant ses trajets dangereux et causant des frais de réparation insupportables pour son faible budget. Le garagiste de Christiane propose une révision et une remise en état totale de la voiturette pour un coût de 2 200 euros, une somme dont elle ne dispose pas.



PROJET INTERNATIONAL

Afrique : solidaires face à la famine

Des millions de personnes, dont des enfants et des vieillards, sont en péril au Nigeria, au Soudan du Sud, en Éthiopie, en Somalie et à Madagascar.

Victimes des conflits armés, des tensions ethniques et de la sécheresse, la faim les tenaille. Au Soudan du Sud, près de 5 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Dans une partie de l'Éthiopie, une sécheresse sans précédent et une crise alimentaire aiguë plongent des milliers d'habitants dans la détresse. Au nord-est du Nigeria, région où Boko Haram est toujours actif et les déplacés internes nombreux, la famine gagne du terrain dans les zones inaccessibles aux ONG. Au sud de Madagascar, 300 000 villageois luttent pour survivre. Il faut agir vite en donnant les moyens à nos partenaires locaux de fournir des vivres



CARITAS INTERNATIONALIS

aux enfants, femmes seules, personnes âgées..., mais aussi d'améliorer l'accès à l'eau et à la santé. Le Secours Catholique-Caritas France fait appel à votre solidarité. ■

GRÂCE À VOUS...

En décembre 2016, nous avons grâce à vous apporté une aide à Sylvain qui, à 51 ans, avait dû abandonner son métier de maçon en raison de graves problèmes de dos (coup de pouce paru en mai 2017). Son couple s'était séparé et il s'était retrouvé sans domicile et éloigné de ses trois enfants de 10, 8 et 4 ans. Il avait alors entrepris, hébergé par un ami, une reconversion et commencé une formation rémunérée d'ambulancier débouchant sur un emploi. Or quelques mois plus tard, son vieux véhicule indispensable pour ses trajets avec des horaires atypiques avait cessé ses services et son faible revenu ne lui permettait pas l'achat d'un autre véhicule. Sylvain nous a donné de ses nouvelles : grâce au véhicule d'occasion qu'il a acquis, il a terminé avec succès la première partie de sa formation. Sa mobilité lui permet de s'occuper de ses enfants plus facilement. Enfin, la remise à niveau de ses connaissances et le sentiment d'utilité retrouvé lui ont rendu confiance en lui et en l'avenir. Sylvain fait de nouveau des projets ! ■

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Entreprise et Secours Catholique : tout le monde y gagne

Une entreprise a un impact économique et social sur son territoire. À ce titre, elle est légitime et attendue comme un acteur solidaire de proximité. Cet engagement est souvent partagé par ses salariés, désireux de s'impliquer eux-mêmes dans des actions au profit des personnes les plus démunies.

En devenant partenaire du Secours Catholique, vous rendez concrète cette solidarité. Nos 4 000 équipes locales, animées par plus de 67 000 bénévoles, agissent déjà là où votre entreprise est présente, là où vos salariés vivent et travaillent. Elles ont besoin de votre participation pour poursuivre et consolider leurs actions.

Le soutien apporté peut revêtir aussi bien la forme d'un don financier que celle d'un don de matériel nécessaire à nos actions, ou la mise à disposition de compétences des salariés.

Comme pour les particuliers, le don d'une entreprise ouvre droit à une réduction d'impôt. Cette réduction est égale à 60 % du montant du don, dans la limite d'un plafond de 0,5 % du chiffre d'affaires annuel.

Pour toute information complémentaire sur le mécénat et le partenariat d'entreprise, n'hésitez pas à contacter votre délégation.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Lutte contre la famine en Afrique : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n°724 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Marie-Lyse : €
- l'appel de Roland : €
- l'appel de Sophie : €
- l'appel de Suzanne : €
- l'appel de Christiane : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 531 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



ÉVANGILE DE MARC 8,22-26

L'aveugle de Bethsaïda

Jésus et ses disciples arrivent à Bethsaïda. Des gens lui amènent un aveugle et le supplient de le toucher. Jésus prit l'aveugle par la main et le conduisit hors du village. Il lui mit de la salive sur les yeux et lui imposa les mains. Il lui demandait : « *Aperçois-tu quelque chose ?* » Levant les yeux, l'homme disait : « *J'aperçois les gens : ils ressemblent à des arbres que je vois marcher.* » Puis Jésus, de nouveau, imposa les mains sur les yeux de l'homme ; celui-ci se mit à voir normalement, il se trouva guéri, et il distinguait tout avec netteté. Jésus le renvoya dans sa maison en disant : « *Ne rentre même pas dans le village.* »

◀ La guérison de l'aveugle, panneau de la prédelle de "Maestà", de Duccio di Buoninsegna (vers 1260-1318/1319)

« IL faut du temps pour être transformé »

PAR MARIE-JEANNE, LILIANE, PATRICK, JEAN-MICHEL, CHANTAL, MARIE-CLAUDE ET MICHÈLE

“ On a besoin des autres pour aller à Jésus. ”

« Les gens amènent l'aveugle car il ne peut pas y aller tout seul. Les gens font attention à lui. Ils pensent que Jésus pourra quelque chose pour lui. C'est un acte de foi. »
« Les gens demandent à Jésus de toucher l'aveugle. C'est étonnant. J'aime bien que Jésus le prenne par la main. »
« Jésus conduit l'aveugle hors du groupe. Pourquoi ? Je pense que c'est par discrétion et par respect. À la fin aussi, Jésus continue dans la discrétion quand il lui dit de rentrer sans passer par le village. »

« Jésus lui impose les mains, il envoie son Esprit sur l'aveugle. Cela me rappelle le geste de la confirmation. »
« Pourquoi la salive ? C'est le geste qu'on fait aux enfants qui se sont fait mal. C'est peut-être aussi le signe de la parole qui guérit ? »
« Jésus impose les mains par deux fois. Est-ce que Jésus le fait deux fois pour que l'aveugle approfondisse et précise ce qui se passe ? La première fois où il n'a pas le sens de ce qu'il voit et où il interprète peut-être mal ce qu'il voit, et la seconde qui touche l'âme. Il faut

du temps pour être transformé. »
« Pour notre chemin de foi à nous aussi, il faut du temps, c'est un chemin de confiance. »
« On a toujours besoin des autres pour aller à Jésus. On est tous un peu aveugles et c'est les autres qui nous le font découvrir. »
« L'aveugle a besoin des autres, mais sa conversion est personnelle. Pour nous aussi. »
« Jésus n'attend rien en retour, il est toujours disponible pour le malheur des autres. Il ne faut pas attendre un merci par rapport à l'aide qu'on apporte, mais le simple fait d'aider l'autre, ça me remercie. ■

† LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

Les gestes qui sauvent



E. PÉRIOT / S.C.-C.F.

J'ai toujours été intrigué par ce récit de guérison original de l'Évangile de Marc. D'abord les gens amènent à Jésus un aveugle et lui demandent de le toucher. D'habitude, c'est l'aveugle qui touche pour voir avec les mains ce qu'il ne peut voir avec les yeux. Le groupe "Chemin d'espoir" oriente notre attention sur les gestes : Jésus le prend par la main et l'emmène avec lui pour une rencontre dans la discrétion, il lui met de la salive sur les yeux. Il lui impose les mains. C'est peut être tout cela, le toucher dont il est question, les gestes qui sauvent. Des gestes parlants, comme justement la salive, signe de la parole qui guérit. Et puis il y a le fait que Jésus s'y prend à deux fois. À partir de leur expérience de vie, nos amis de Chemin d'espoir nous disent que Jésus s'y est pris à plusieurs fois pour eux aussi. Il y a d'abord les autres qui nous approchent de Jésus, puis il y a une expérience personnelle avec lui, qui nous prend par la main, dans la discrétion. Puis il y a cette transformation du regard et du cœur pour entrer dans la confiance, ce qui demande du temps. Merci à eux de m'aider à percer quelques-unes des énigmes de ce récit !

LE GROUPE DE PAROLE

L'équipe des Bords de Loire, une des six équipes de Chemin d'espoir de la Nièvre, regroupe une fois par mois des personnes qui veulent sortir de leur solitude, retrouver du sens à leur vie et faire un chemin avec le Christ. Un passage de l'Évangile est partagé, dans un rythme d'écoute, de prises de parole, de silences. Chacun fait son chemin, qui lui est révélé dans ce partage fraternel.

✉ Contact
marie-jeanne.fousset@orange.fr

Agenda

DU 24 AU 27 AOÛT

**L'université d'été du Secours
Catholique à Saint-Malo**



« BETTER TOGETHER »

« Oser l'interculturalité et l'interreligiosité »

Du 24 au 27 août, 650 jeunes âgés de 18 à 35 ans sont attendus à Saint-Malo pour réfléchir ensemble au vivre-ensemble dans une société interculturelle. Parmi eux, 26 partenaires du Secours Catholique venus de Madagascar, d'Israël, du Brésil, d'Autriche, du Luxembourg, de Suisse, d'Allemagne, de Géorgie et du Burundi partageront leur expérience. Quatre temps vont rythmer la rencontre : "S'accueillir", "Se connaître soi-même", "Aller à la rencontre de l'autre", "Quel avenir commun ensemble ?" Le tout dans une ambiance fraternelle, conviviale et de vacances. **Information et inscription par mail sur** ue.stmalo@secours-catholique.org.



D.R.

TÉMOIGNAGE MICHEL FAUQUET

BÉNÉVOLE DANS L'ÉQUIPE DE MARQUION
(PAS-DE-CALAIS)

Partager sa passion

« L'idée de partager mon "savoir-faire de boulanger" m'a tout de suite séduit lorsque Roger Ducornet, responsable de la boutique solidaire de Marquion, m'en a parlé. La boutique, qui a ouvert en début d'année, est un ancien café. Le Secours Catholique y a organisé un accueil où la cafetière est toujours prête à se vider. Des vêtements d'occasion y sont également proposés à la "vente". Dans cet espace, équipé d'une gazinière récupérée par Roger, j'ai donc proposé aux amateurs de bon pain d'apprendre à le faire. Le premier essai a eu lieu en mars. Huit personnes – uniquement des femmes – sont venues chacune avec leur farine et un récipient. Nous avons ensemble, durant l'après-midi, réalisé toutes les étapes de la fabrication du pain, du pétrissage à la cuisson, observant les états de la pâte, humant la bonne odeur du pain qui cuit. Chacune est repartie avec sa miche de pain, prête à revenir pour une nouvelle séance. J'attends le prochain rendez-vous avec impatience.

Nous avons passé ensemble quatre heures de grande amitié, parlé, ri, chanté... Les participantes ont été si heureuses d'apprendre et moi de leur transmettre ma passion !

J'aime montrer comment pétrir avec les mains, sentir la consistance de la farine sous les doigts, donner une belle forme à la miche et enfin respirer l'arôme qui se dégage du four. Ancien professeur, j'ai toujours eu la conviction que chacun est capable d'apprendre à condition de le vouloir et de recevoir un enseignement approprié.

Lors de la grande fête diocésaine de la délégation, en début d'année, sollicité encore, j'ai avec grande joie mis à l'épreuve mon savoir-faire de boulanger amateur. Avec l'aide de dix mitrons volontaires, nous avons préparé les petits pains qui ont été rompus pour l'Eucharistie en présence de l'évêque. ■

**Propos recueillis par
Marie-Hélène Content**

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org/implantations

WEBSÉRIE

Des Clameurs pour les plus pauvres

En juin 2015, le pape François nous invitait à écouter la clameur de la Terre et celle des pauvres dans l'encyclique *Laudato si'*. La websérie *Clameurs*, réalisée par Martin de Lalaubie et le Ceras avec le soutien, entre autres, du Secours Catholique, « est habitée par *Laudato si'* et construite autour de la parole de ceux qu'on laisse à la périphérie de nos vies ».

À découvrir sur clameurs-lawebserie.fr



À LIRE

POUR LE BIEN COMMUN - DES CHRÉTIENS S'ENGAGENT



Douze personnalités chrétiennes demandent, à partir de leur domaine de compétence, la mise en place, au cours de la prochaine présidence, de politiques favorisant le bien commun en lieu et place de la revanche et de la division. Ainsi, l'écrivain Jean-Claude

Guillebaud met « *La politique au service du bien commun* », la présidente du Secours Catholique, Véronique Fayet, ancienne élue locale, « *La citoyenneté au service du bien commun – Goût de l'autre et pouvoir d'agir* ». « *Le bien commun, écrit-elle, ne se dessinera pas sans la contribution des jeunes en précarité et de leurs parents.* »

Ouvrage collectif, Pour le bien commun – Des chrétiens s'engagent, éd. Salvator, mai 2017.

Faites don de votre ancienne voiture



**UNE PERSONNE RETROUVE
LE CHEMIN DE L'EMPLOI
ET SON AUTONOMIE**

**VOUS BÉNÉFICIEZ
D'UNE RÉDUCTION FISCALE**

*Vous voulez faire don de votre ancienne voiture ?
Contactez-nous au 06 82 36 38 98*



solidarauto
Réseau de garages solidaires

Solidarauto est un réseau de garages associatifs oeuvrant pour la mobilité de tous. Votre ancienne voiture sera remise en état et revendue à petits prix pour favoriser ou maintenir l'insertion sociale et professionnelle d'une personne en difficulté.

